

## Olivier Roussat - Bouygues Telecom : "Adaptons notre structure de coûts à notre structure de prix de vente"



### Le Replay

Olivier Roussat était l'invité de BFM Business. Le PDG de Bouygues Telecom revenait sur le plan d'économies de 300 millions d'euros par an annoncé hier par l'entreprise. "Nous avons l'obligation de repenser le modèle. **Adaptons notre structure de coûts à nos structure de prix de ventes**". **Alors que 1500 postes seront supprimés dans le cadre d'une recomposition de l'entreprise, le PDG estime que "la bonne adresse n'est pas dans ma tour, elle est chez mes actionnaires".** "Le secteur **n'est structurellement pas très bien**, le marché fixe est complètement figé." Ce que relève Olivier Roussat, c'est que "les clients hésitent beaucoup à changer d'opérateur. Si nous souhaitons nous développer le facteur tarif fonctionne. On ne vend pas une offre avec de la perte mais avec de la marge. Notre stratégie est une stratégie de volume. On doit grossir vite", relevant par ailleurs que son "mandat, c'est de développer l'entreprise dans un marché à 4." Et d'annoncer un nouveau produit pour concurrencer le marché : "On va présenter le 26 juin notre nouvelle box plus fluide et performante. Nos clients veulent que le service soit plus accessible et innovant. Nous faisons l'accessibilité par le prix et par l'innovation."

### [\[LES AUTRES ARTICLES DE VOTRE BRIEFING ATLANTICO BUSINESS\]](#)

[Suivre @atlanticobiz](#)



15 people like this. Sign Up to see what your friends like.

### Qui a dit ?

**"C'est au pouvoir politique d'assumer la réalité des conflits sociaux, ou d'engager le pays dans des réformes"**

**Réponse :** Didier Migaud président de la Cour des comptes, ce matin sur Europe 1. Didier Migaud s'exprimait sur la semaine de grèves des taxis, de la SNCF, et des intermittents du spectacle : "Les conflits sociaux illustrent les rigidités de notre société.. Il ne faut pas que la France prenne l'habitude d'un chômage structurel trop élevé, de trop de dette, de trop de déficit. La politique du rabet a ses limites. Il faut engager des réformes de fond."

